



13 MAI 2020

Bpifrance Le Lab et Rexecode présentent leur baromètre « Trésorerie, Investissement et Croissance des TPE et PME » du deuxième trimestre 2020, avec un focus d'actualité sur l'impact de la crise du Covid-19 sur les PME.

Les 615 dirigeants de TPE et PME ayant répondu à l'enquête menée par Bpifrance et Rexecode fin avril 2020 font part d'une nette détérioration de leur trésorerie au cours des trois derniers mois. Celle-ci se dégraderait encore plus sensiblement dans les prochains mois. Malgré ces tensions financières, les PME pensent pouvoir affronter la crise notamment grâce à la forte mobilisation des dispositifs de soutien qui leur sont destinés. Ainsi, seules 7 % des PME jugent leurs difficultés de trésorerie insurmontables dans le contexte actuel.

La crise actuelle impacte également fortement l'investissement, attendu en net recul cette année par les chefs d'entreprise. Parmi les 81 % de PME qui avaient des projets d'investissement avant le déclenchement de la crise, 31 % comptent les maintenir tandis que près de la moitié envisagent de les reporter et 22 % d'entre elles prévoient de les annuler.

Au total, 91 % des dirigeants anticipent un recul de leur activité en raison de la crise en cours, dont 41 % prévoient un recul marqué de plus de 30 % de leur chiffre d'affaires annuel, reflétant la violence du choc à court terme. Les contraintes de demande sont les principaux freins à la croissance cités ce trimestre. Interrogées sur le profil de reprise, 40 % des PME s'attendent à un retour rapide à la normale de leur activité, mais dont 29 % sans rattrapage de leurs pertes, tandis que 59 % anticipent une reprise difficile. Moins de 1 % des dirigeants envisagent une liquidation de leur entreprise.

Dégradation sensible de la trésorerie et recul attendu de l'investissement :

Trésorerie : La trésorerie des PME s'est très fortement détériorée au cours des 3 derniers mois et se détériorerait encore plus sensiblement à court terme, avec 82 % des PME anticipant une dégradation au cours des 3 prochains mois. La situation de trésorerie est également bien moins confortable. Notons toutefois que 10 % des chefs d'entreprise la jugent encore aisée et 43 % normale. Elle est difficile pour 47 % d'entre eux.

Investissement : L'investissement est attendu en net recul en 2020 selon les anticipations des dirigeants de PME. 37 % d'entre eux comptent investir cette année, contre 55 % il y a tout juste 3 mois, et le solde d'opinion sur l'évolution de ces dépenses chute de 51 points (à -51) avec 60% de chefs d'entreprise anticipant une baisse de leurs investissements cette année. Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements (motifs cités par respectivement 71 % et 62 % des dirigeants) constituent toujours le principal motif de ces dépenses. La part des investissements consacrés à l'introduction de nouveaux produits/services et aux mises en norme progresse.

Accès au crédit : Les conditions d'accès au crédit restent aisées, dans un contexte de politique monétaire très accommodante : seules 19 % des entreprises ayant recours au crédit ont rencontré des difficultés pour financer leur exploitation courante, une proportion stable sur un an, et 17 % pour le financement de leurs investissements, une proportion en légère hausse toutefois sur un an.

Freins à la croissance : Les contraintes de demande ont fortement progressé du fait des mesures de confinement mises en place et sont désormais, de loin, le principal frein à la croissance des PME (66 % des dirigeants citent les perspectives de demande dégradées comme un frein contre seulement 29 % au trimestre précédent).

Focus trimestriel « L'impact de la crise du Covid-19 sur les PME » :

Une très large majorité de dirigeants (91 %) estime que la crise amputera leur chiffre d'affaires annuel en 2020. 41 % anticipent une baisse comprise entre 10 % et 30 % et 41 % prévoient une baisse supérieure à 30 %. Cette perte de chiffre d'affaires s'explique principalement par le manque de débouchés (cité par 45 % des dirigeants), en cohérence avec la forte progression des contraintes de demande ce trimestre. Pour 36 % des dirigeants, la perte d'activité est directement liée à la fermeture réglementaire de leur entreprise. A l'inverse, 5 % des chefs d'entreprise s'attendent à un impact neutre ou positif de la crise sur leur activité.

Interrogés sur la reprise d'activité de leur PME après la levée des mesures de confinement, 59 % des dirigeants d'entreprise estiment que le retour à la normale se fera difficilement. Toutefois, 40 % d'entre eux prévoient qu'il pourrait se faire rapidement, mais sans rattrapage des pertes d'activité accumulées pendant la crise pour 29 % des chefs d'entreprise. Moins de 1% des dirigeants interrogés envisagent à ce stade une liquidation de leur entreprise.

Les PME mobilisent largement les dispositifs de soutien qui leur sont proposés. Elles ont massivement recours à l'activité partielle (79 % d'entre elles) et au report de charges (58 %). 44 % ont déjà demandé un Prêt Garanti par l'Etat et 27 % envisagent de le faire. Compte tenu des dispositifs mobilisés, 33 % jugent leur trésorerie suffisante pour affronter la crise et 49 % estiment que les difficultés de trésorerie rencontrées seront surmontables. 7 % des dirigeants s'attendent en revanche à rencontrer des difficultés de trésorerie insurmontables.

Parmi les dirigeants qui avaient des projets d'investissement avant le début de la crise (81 %), un tiers envisagent de les maintenir malgré la crise du Covid-19. Lorsque le maintien n'est pas possible, les dirigeants privilégient majoritairement le report de leurs projets (46 %) à l'annulation (22 %). Les dirigeants qui comptent annuler leurs projets d'investissement le feraient essentiellement en raison des incertitudes élevées entourant l'environnement économique (pour 81 % d'entre eux). 49 % annuleraient leurs projets pour des contraintes de trésorerie et 27% en raison de l'insuffisance des débouchés. Parmi les dirigeants qui avaient des projets d'embauches (77 %), 36 % envisagent de les maintenir, tandis que 41 % comptent les reporter et 23 % les annuler du fait de la survenue de la crise.

Conditions de réalisation de l'enquête :

Afin de mieux connaître la situation des TPE et PME en matière de trésorerie, de projets d'investissement et d'accès au crédit, Bpifrance Le Lab et Rexecode ont noué un partenariat qui se décline dans un sondage trimestriel conduit auprès des chefs d'entreprise.

Cette neuvième édition publique du Baromètre trimestriel Bpifrance – Rexecode, dédié à la Trésorerie, l'Investissement et la Croissance des TPE et PME, a été réalisée entre le 20 et le 27 avril 2020, sur la base d'un questionnaire diffusé par voie numérique auprès de près de 1 579 PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires. Les réponses de 615 PME ont été traitées.

Le questionnaire comportait 10 questions autour des 3 axes : Trésorerie, délais de paiement, financement court terme/Investissement, financement de l'investissement/Freins à la croissance. Il était complété par une interrogation thématique portant sur l'impact de la crise du Covid-19 sur les TPE/PME.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : bpifrance-lelab.fr et sur rexecode.fr

Contacts presse :

Bpifrance
Nathalie Police
Tél. : 01 41 79 95 26
nathalie.police@bpifrance.fr

Rexecode Vae Solis Communications
Camille Formentini
Tél : 01 53 92 80 00
camille.formentini@vae-solis.com

À propos de Bpifrance Le Lab :

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « dérouteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez nous sur Twitter : @BpifranceLeLab – @bpifrance – @BpifrancePresse – www.bpifrance-lelab.fr – www.bpifrance.fr

A propos de Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique.

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises. Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode. L'équipe de Rexecode assure une double mission. (1) Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales. (2) Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

Rexecode - 29, avenue Hoche, 75008 Paris – Tél. : +33 (0)1 89 20 89 - www.rexecode.fr